

MEDIA : Autfait Maroc

TITRE : Conflits politiques et coopération économique au cœur du premier forum MEDays.

DATE :

Ministres, hommes d'affaires, chercheurs... Plus de 400 participants étaient réunis pendant deux jours à Tanger pour tenter de donner une impulsion concrète à l'Union pour la Méditerranée. Tout n'a pas été parfait, mais le forum MEDays n'avait qu'une prétention : donner le coup d'envoi de la réflexion. On attend désormais la suite.

Les organisateurs avaient fait le pari audacieux de rentrer, tout de suite, dans le vif du sujet. Dès jeudi matin, deux dossiers politiques majeurs étaient au menu des discussions : le Proche-Orient et l'intégration maghrébine. Avec, déjà, un premier constat d'échec : l'absence de représentants algériens pour débattre de l'immobilisme de l'Union du Maghreb Arabe, plombée par le conflit entre Rabat et Alger.

Israéliens et Palestiniens avaient quant à eux accepté l'invitation. Réunis autour de la même table, ils ont parlé sans jamais vraiment échanger. Un dialogue de sourds qui confirme que l'UPM aura bien des difficultés à surmonter les conflits politiques profonds qui opposent certains de ses membres. Donner une impulsion concrète à l'UPM.

Mais malgré ces divisions, les domaines possibles de coopération régionale restent très étendus. Energie, échanges commerciaux, éducation, culture, environnement... autant de thèmes abordés au cours des deux jours de discussions. Les organisateurs avaient prévenu : ils voulaient donner une première impulsion concrète à la nouvelle union méditerranéenne, lancée le 13 juillet à Paris.

Les débats ont donné lieu à l'adoption de la déclaration de Tanger, lue vendredi soir lors de la cérémonie de clôture. On y trouve beaucoup de déclarations d'intentions (appel à la relance de l'intégration maghrébine, à un rôle renforcé de l'UPM au Proche-Orient), mais aussi des recommandations concrètes.

Parmi les mesures proposées, l'adoption d'une "feuille de route" pour dynamiser les investissements européens vers les pays du sud, dont c'est l'une des principales attentes.

"L'Europe ne réalise que 2% de ses dépenses en Méditerranée. C'est trop peu", avait souligné le Secrétaire d'état français, Eric Besson, lors de la cérémonie d'ouverture du forum.

Autre recommandation : "la création d'une banque méditerranéenne de développement et d'investissement, pour financer les projets d'infrastructures et de développement durable".

La main tendue vers l'Afrique

Au final donc, rien de révolutionnaire, mais un premier pas important vers un dialogue régulier entre partenaires des deux rives de la Méditerranée... voire plus. De nombreuses voix se sont en effet élevées au cours des discussions pour souligner la nécessité de ne pas exclure l'Afrique subsaharienne de ce partenariat régional. Le dossier de l'immigration en est la principale démonstration.

Un avis partagé par les organisateurs, qui ont annoncé le thème du prochain forum MEDays, en 2009:

"Ce que la Méditerranée peut apporter à l'Afrique".

Le Mövenpick hôtel de Tanger a abrité, du 26 au 28 novembre courant, les travaux de la première édition de MEDays 2008, un forum annuel pour favoriser le dialogue Nord-Sud en Méditerranée, organisé par l'Institut Amadeus pour débattre des thèmes ci-après :

- **Union pour la Méditerranée : création d'un «espace de paix et de stabilité en Méditerranée» ?**
- **Union pour la Méditerranée : Vecteur de cohésion sociale et de développement en Méditerranée.**
- **Union pour la Méditerranée : Une Union pour une Méditerranée citoyenne ?**
- **Union pour la Méditerranée : Un élément de réponse aux défis du développement et de l'intégration économique en Méditerranée.**
- **Union pour la Méditerranée : Focus sectoriel concret.**
- **Union pour la Méditerranée : Une fenêtre énergétique en Méditerranée ?**

Les panels thématiques suivants ont été débattus par différents groupes de travail :

- Dialogue Politique et Paix en Méditerranée.
- Union pour la Méditerranée : une plateforme favorisant une « Paix des Braves » au Moyen-Orient ?
- Une Intégration Maghrébine, nécessaire mais Utopique ?
- Co-développement et gestion intelligente des migrations : Vecteurs de prospérité partagée ?
- Une politique industrielle régionale comme voie de l'intégration méditerranéenne ?
- L'industrie énergétique : des opportunités d'affaires et d'investissements inexploitées, un facteur d'intégration en Méditerranée.
- Education, formation, recherche et culture en Méditerranée.
- Union pour la Méditerranée : un espace de partage commun dédié au savoir et à la connaissance ?
- Information et télécommunications : outils concrets de coopération et d'intégration en Méditerranée.
- Deux Chantiers prioritaires en Méditerranée : l'éducation et la recherche.
- Développement économique, transport et énergie.
- L'industrie des transports : des opportunités d'affaires et d'investissements inexploitées, un facteur d'intégration en Méditerranée
- La Banque méditerranéenne de développement et d'investissement: le socle du Financement des projets de l'Union Pour la Méditerranée
- Focus sectoriel Concret : transports.
- La Coopération énergétique en Méditerranée : un pilier de la construction de l'union.
- Quels secteurs d'avenir pour les pays du pourtour Méditerranéen ?
- L'impact de l'immobilier et du tourisme sur la croissance économique des pays du sud de la Méditerranée ?
- Protection de l'environnement et de l'eau en Méditerranée
- Le Coût de la Non-Action et la nécessité de réaction pour les économies Méditerranéennes
- L'union pour la Méditerranée : le Défi des énergies renouvelables
- L'agriculture : enjeux, mutations et opportunités d'un Secteur Stratégique en Méditerranée.

La cérémonie inaugurale, organisée dans la soirée de mercredi sous un énorme chapiteau édifié dans les jardins de l'hôtel, autour d'un somptueux dîner de gala, s'est déroulée en présence de MM. Taieb Fassi Fihri, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération ; Mohamed El Yazghi, ministre d'Etat ; Miguel Angel Moratinos, ministre espagnol des Affaires étrangères ; Eric Besson, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre français chargé de la Prospection économique ; M. Naciri Mohamed El Fatah, ambassadeur, directeur des Affaires européennes à la ligue arabe ; du représentant de l'Etat de Palestine en la personne de son ambassadeur à Rabat, M. Hassan Abderahmane ; de deux représentants d'Israël, MM. Schlomo Benami, ancien ministre des Affaires étrangères, et Aharon Abramovitz, directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères ; d'une trentaine de représentants de pays méditerranéens, outre le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères du Sénégal, M. Cheikh Tidiane Gadio, et le chef de la diplomatie de la République de Guinée, M. Amadou Lamarana Bah ; ainsi que le wali de la région Tanger-Tétouan, M. Mohamed Hassad ; le gouverneur de la province Fahs Anjra, M. Mohamed Arif ; le corps consulaire accrédité à Tanger ; le corps de la magistrature ; des parlementaires et des élus locaux ; et plusieurs autres personnalités représentant la société civile. En tout, quelque 400 participants, selon les organisateurs.

Intervenant à l'occasion, le ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération a souligné l'importance du timing et des thématiques de cette rencontre qui se tient à quelques mois du sommet fondateur de l'Union pour la Méditerranée à Paris.

Il s'agit actuellement de progresser dans la mise en place de cet ambitieux projet assurément sur les rails et

qui devra concrétiser une nouvelle vision du développement de l'espace méditerranéen et de la coopération sous la houlette d'une institution gérée en parité entre les pays des rives nord et sud de la Méditerranée.

« L'UPM est en marche, plus rien ne saura entraver ce grand projet et les obstacles seront assurément surmontés », estime M. Taïb Fassi Fihri, ajoutant que l'Union pour la Méditerranée est un projet fédérateur qui réunit l'ensemble des parties pour l'ambition commune d'une région méditerranéenne jouissant de la prospérité et de la paix. Il a tenu à souligner, à cet égard, la décision prise de commun accord, pour la participation de la Ligue Arabe à l'ensemble des réunions et travaux de l'UPM.

Le ministre a également saisi l'occasion de cette tribune pour plaider en faveur de l'Union du Maghreb Arabe : « J'adresse un appel pressant à toutes les parties concernées et aux bonnes volontés d'oeuvrer pour relancer le projet de l'Union du Maghreb Arabe », considérant que « le non Maghreb » est une frustration de la volonté des peuples de la région, « le non Maghreb » est l'absence d'importantes opportunités de développement de la région, « le non Maghreb » risque d'être un grand gâchis pour l'UPM».

Pour sa part, le ministre espagnol des Affaires étrangères a relevé que ce Forum est une excellente initiative pour réfléchir sur l'avenir de l'UPM et stimuler les volontés pour une meilleure adhésion à ce projet qui vise à édifier une Méditerranée de paix, de prospérité et de développement.

Le projet UPM, initié par le président français Nicolas Sarkozy pour ancrer le processus de Barcelone, est une opportunité pour les pays de la Méditerranée de s'ériger en acteur actif et influent sur la scène internationale, dira M. Miguel Angel Moratinos, ajoutant que la rencontre de Tanger qui réunit politiciens, décideurs, acteurs sociaux et intellectuels de divers horizons et sensibilités aura le mérite d'inciter les différentes composantes sociales à s'approprier l'ambitieux projet de l'UPM qui illustre le sentiment d'un destin commun et la volonté d'oeuvrer pour un meilleur avenir.

« L'Union pour la Méditerranée requiert nécessairement la concrétisation de l'union maghrébine et une paix définitive et durable au proche orient », a dit le chef de la diplomatie espagnole, confirmant que la rencontre de Tanger est une louable initiative permettant de réfléchir et d'agir dans l'esprit d'une même communauté liée par un destin commun et nourrissant les mêmes espoirs.

Le secrétaire d'Etat français chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques a souligné, de son côté, que l'UPM, dont le discours fondateur a été prononcé à Tanger, est un déni aux sirènes du choc des cultures que l'on réfute tous et une volonté commune d'agir pour l'édification d'un espace méditerranéen prospère, convivial et solidaire.

« Le projet de l'UPM représente plusieurs enjeux pour l'espace méditerranéen et implique une synergie d'efforts pour relever des défis relatifs notamment à l'environnement, à l'eau, à l'éducation et à l'économie », indique M. Eric Besson, estimant que la création d'une institution paritaire entre le Nord et le Sud est la meilleure stratégie pour faire face aux défis à travers une action partenariale autour de la Méditerranée.

« L'UPM est aussi une volonté d'initier des projets concrets et prioritaires dans le cadre d'un partenariat renforcé », a-t-il ajouté, assurant que la coprésidence franco-égyptienne de l'Union est hautement motivée pour mettre ce grand projet méditerranéen en marche à travers une action concertée et soutenue.

L'une des préoccupations majeures de l'UPM est la grande disparité entre les pays de la rive nord et ceux de la rive sud de la Méditerranée, a relevé M. Eric Besson, précisant que les pays de la région devront fournir à l'avenir un effort considérable pour créer 40 millions d'emplois juste pour garder le taux de chômage à son niveau actuel.

L'ambassadeur d'Égypte à Paris, M. Kamel Nasser a estimé, pour sa part, qu'en comparaison avec le processus de Barcelone, l'UPM représente la valeur ajoutée de la gouvernance et une dimension concrète à travers des projets ciblés pour l'intégration économique des pays du bassin méditerranéen.

Question financement, le diplomate égyptien a assuré qu'à travers plusieurs entretiens avec les bailleurs de fonds, il a été relevé un intérêt certain de ces institutions pour l'engagement dans les projets initiés dans le cadre de l'UPM qui devrait, dira-t-il, encourager aussi le flux des investissements du Nord vers le Sud.

M. Nasser a souligné, qu'actuellement, seulement 2% des investissements européens vont vers le Sud, alors qu'en Asie 20% du volume global des investissements japonais affluent vers les pays de son entourage.

A l'occasion de cette cérémonie d'ouverture, des Prix Medays ont été attribués à différents personnalités et établissements de la région méditerranéenne.

Le Grand Prix Medays-2008 a été décerné au Premier ministre du Zimbabwe, M. Morgan Tsavangirai, en reconnaissance de son action en faveur de la démocratie.

Le « Prix Business MEDays 2008 », est attribué à l'entreprise Renault ; celui de « MEDays 2008 » du Dialogue Politique, attribué M. Saeb Erakat, négociateur palestinien, membre du comité exécutif de l'OLP

et du conseil révolutionnaire du Fatah, pour sa lutte et son engagement en faveur de la paix dans la région du Moyen-Orient.

Le « Prix MEDays 2008 » de l'Environnement et du Développement Durable, est attribué à Théolia Emerging Market, une filiale du groupe Théolia SA, producteur européen indépendant d'électricité à partir d'énergie éolienne, alors que le « Prix MEDays 2008 » de l'Education, de la Culture et de la Recherche, est attribué à Madame Ayla Goskel, présidente de la Fondation turque Acev, the Mother Child Education Foundation, dont le siège est à Istanbul. Le lendemain jeudi, un premier panel presque entièrement consacré au conflit israélo palestinien sous le thème : « Dialogue politique et sécurité en Méditerranée », a été ouvert par une intervention du président de l'institut Amadeus, organisateur du Forum, M. Brahim Fassi Fihri, qui a indiqué que son Institut a décidé de relever un défi d'envergure en organisant un nouveau Forum annuel International, appelé « MEDays », véritable Institution pour un dialogue Nord-Sud en Méditerranée, et Haut lieu de rencontre et d'échange des acteurs mondiaux des sphères géostratégiques, politiques, économiques et sociales, leur permettant de confronter les lectures, les avis et les recommandations sur les différentes problématiques et thématiques prioritaires, d'ordre politique, stratégique, économique, environnemental et socioculturel, liées à la région Méditerranéenne.

« Les MEDays ont pour principal objectif de se mouvoir en instrument régulier du dialogue politique, économique et socioculturel entre les pays membres du « Processus de Barcelone : Une Union Pour la Méditerranée » dans leurs différentes composantes. Leur fonction première est de stimuler une meilleure compréhension des questions relatives aux différents processus politiques en cours dans la région. « Pour accueillir cet événement phare de l'Institut Amadeus, notre choix s'est naturellement porté sur la ville de Tanger, ville méditerranéenne par excellence, dont l'authenticité connaît une renommée internationale, symbolise parfaitement le patrimoine méditerranéen et le pont entre les rives Nord et Sud de la méditerranée. En effet, ce n'est pas un hasard si Nicolas Sarkozy, Président de la République française, a choisi cette ville, en octobre 2007 pour lancer son appel à une Union pour la Méditerranée », dira M. Brahim Fassi Fihri.

Le conflit israélo-palestinien
au cœur des débats

L'ambassadeur de l'Etat de Palestine qui a d'abord présenté les excuses de M. Saeb Erakat, négociateur palestinien, membre du comité exécutif de l'OLP et du Conseil révolutionnaire du Fatah, qui devait représenter son pays à la rencontre de Tanger et qui aurait été retenu par d'autres obligations, a fait remarquer que cette rencontre coïncidait avec le premier anniversaire de la réunion d'Annapolis tenue il y a exactement une année, déplorant le fait qu'Israël n'a, depuis, tenu aucune promesse de ses engagements pris lors de cette rencontre, en vue de réactiver le processus de paix au Moyen Orient. « Depuis lors, rien d'important n'a été fait alors que la situation empire de jour en jour sur le terrain : le mur de séparation continue à se prolonger ; le siège de la ville de Gaza prive 2 millions de citoyens palestiniens de leurs droits les plus élémentaires à la vie et les expose à chaque instant aux dangers de la maladie et de la mort ; la poursuite d'une colonisation sauvage des terres palestiniennes ; les contrôles hors normes auxquels sont soumis les Palestiniens ; le comportement brutal de certains colons avec la complicité et la protection de l'armée israélienne ; la destruction de la ville de Gaza par des bombardements aveugles et, d'une manière générale, la terreur et la menace qui planent continuellement sur le peuple palestinien, notamment les femmes et les enfants », déplore M. Hassan Abderahmane, estimant que cette situation dramatique cause une grande frustration des peuples arabes.

Le diplomate a, d'autre part, indiqué que le conflit au Proche-Orient a des répercussions sur l'ensemble de la région, considérant qu'aucune solution « n'est envisageable » sans le règlement des questions des frontières, des réfugiés et du statut de la ville d'Al-Qods.

« Les Palestiniens ont favorablement accueilli l'initiative du président français Nicolas Sarkozy pour la création de l'UPM mais attendent davantage d'implication des partenaires européens dans le processus de paix », a conclu M. Hassan Abderahmane.

Dans leur réponse, les représentants d'Israël qui ont reconnu que les recommandations d'Annapolis font effectivement

ment état d'une relance du processus de paix, ont fait, cependant, valoir le fait que l'Autorité palestinienne n'est pas en mesure d'assurer la protection des civils israéliens contre les attaques du Hamas dont le fief est à Gaza, et qu'il est naturel que leur pays se défende lui-même.

« Par contre, beaucoup de progrès sont enregistrés à Jénine où l'on relève la présence de forces sécuritaires palestiniennes, ce qui permettra d'aller de l'avant dans le processus de paix », explique Aharon Aramovitz. Les autres intervenants dans ce dossier ont appelé à établir « un cadre imposé » pour les négociations entre

Palestiniens et Israéliens, estimant que les deux parties au conflit ont besoin d'une implication forte des puissances internationales en faveur de la paix, qui amènerait Palestiniens et Israéliens à s'asseoir à une même table et à résoudre leurs. Pour Albert Mallet, président du Forum de Paris-Euro Méditerranée, l'établissement de la paix entre Palestiniens et Israéliens est un impératif «à la fois moral et politique». Les deux peuples sont destinés «à vivre ensemble ou à se perdre ensemble», a-t-il indiqué, formulant l'espoir que la voix de la raison et de la vie l'emporte des deux côtés. En attendant, dit-t-il, il ne faut pas laisser ce conflit «polluer l'ensemble de la région et infliger à l'Union pour la Méditerranée le sort du processus de Barcelone».

Il s'agit de voir la réalité en face : « ce n'est pas dans le cadre de l'UPM que se résoudra le conflit au Proche-Orient, mais ce groupement aura certainement un rôle à jouer. Il faut laisser aux Etats et aux gouvernements la solution du problème, mais la préparation des circonstances nécessaires pour y parvenir », a dit M. Mallet.

Le président du Conseil égyptien des affaires étrangères, M. Abdel Raouf El-Reedy, a lui aussi appelé l'Europe à jouer un rôle plus important dans la recherche d'une solution au conflit, et à ne plus se contenter d'un rôle de second plan derrière les Etats-Unis.

Il a également mis l'accent sur le regain d'intérêt de la communauté internationale pour l'initiative arabe de paix, estimant qu'elle constitue une opportunité historique pour mettre fin au conflit arabo-israélien.

Une Intégration Maghrébine nécessaire mais utopique ?

Le deuxième panel de jeudi était focalisé sur l'Union du Maghreb arabe (UMA), sous le thème «Une Intégration Maghrébine, nécessaire mais utopique ? ».

Les participants à cette rencontre ont affirmé que l'édification de l'Union du Maghreb Arabe demeure une nécessité dictée par une vision prospective, partant du fait que les pays du Maghreb sont appelés, voire contraints d'adhérer à la tendance internationale des regroupements régionaux intégrés.

Pour la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, Mme Latifa Akharbach, a souligné que l'édification d'une union du Maghreb arabe intégrée est à la fois un objectif et une nécessité, mettant l'accent sur la volonté constante du Maroc d'édifier cet espace maghrébin qui réunit tous les facteurs de la complémentarité.

Elle a également indiqué que la volonté politique est le seul élément qui puisse permettre aux pays de la région d'aller de l'avant dans ce projet à travers une coopération multipartite, l'ouverture des frontières entre les pays du Maghreb, et en transcendant les obstacles qui entravent cette intégration, citant à cet égard les opportunités à saisir, tels que l'Accord d'Agadir et la réalisation de projets maghrébins communs pour bénéficier du soutien de l'UE dans le cadre de la politique de l'Union Européenne de voisinage (PEV).

Le Maroc qui a réaffirmé sa volonté en faveur d'une intégration maghrébine, ne cesse d'appeler l'Algérie au dialogue pour surmonter le problème du Sahara, a-t-elle déclaré, soulignant que ce conflit se dresse en obstacle devant l'édification d'une citoyenneté maghrébine pour entamer une nouvelle ère vers la démocratie dans la région.

Abondant dans le même sens, la responsable de la recherche sur le Maroc à l'institut français des relations internationales (IFRI), Mme Khadija Mohsen Finan, a regretté que les pays du Maghreb arabe se privent des bénéfices de la coopération notamment dans les domaines de l'énergie et du commerce, soulignant que la vision maghrébine commune se reflète dans divers domaines autre que le politique, notamment aux plans de la coopération académique ou entre sociétés civiles.

Pour sa part, M. Fahd Yata, directeur de publication de "La Nouvelle Tribune", a estimé que les facteurs historiques et politiques motivent plus la décision des voisins du Maroc que les facteurs économiques.

Dans le même cadre, le penseur et islamologue algérien Mohamed Arkoun a présenté une approche anthropologique, basée sur des facteurs historiques et géographiques communs en plus de défis futurs favorisant l'intégration des pays du Maghreb.

Les intervenants ont relevé la nécessité de l'implication des grandes puissances mondiales pour aider à favoriser l'intégration maghrébine, citant à cet égard le rôle des Etats Unis d'Amérique dans la reconstruction de l'Europe «moderne et intégrée» grâce au «Plan Marshall».

Au même moment, intervenant à Sousse (Tunisie), lors des travaux de la 23ème session des

Journées d'entreprise, organisée par l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE) sous le thème «L'Entreprise et l'Union Pour la Méditerranée (UPM) : approche pour un nouvel avenir», le Conseiller de SM le Roi, M. Omar Kabbaj, mettait l'accent sur la détermination du Maroc à dynamiser l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et réitérait l'appel lancé par le Royaume en faveur de l'ouverture des frontières

avec l'Algérie, soulignant qu'une Union maghrébine forte et unie est une condition impérieuse pour la réussite de l'UPM, affirmant le soutien du Maroc à cet important projet dès son lancement à l'initiative du président français Nicolas Sarkozy.

Si nous voulons développer nos échanges, il est impératif de favoriser une certaine entente au niveau de la région, dira-t-il, déplorant la faiblesse du volume des échanges commerciaux entre les pays maghrébins, par rapport aux échanges avec les autres pays africains.

Outre la fermeture de frontières entre le Maroc et l'Algérie, la persistance d'autres problèmes entrave toujours la promotion de ces échanges, notamment le manque d'harmonisation entre les législations douanières et fiscales, a précisé le Conseiller de SM le Roi.

Evoquant la question de l'intégrité territoriale du Royaume, M. Kabbaj a affirmé que l'initiative marocaine d'autonomie visant le règlement de la question du Sahara a recueilli un large soutien international, notamment de la part des grandes puissances, formulant le vœu de voir les négociations aboutir à une solution définitive de cette question.

Pour sa part, l'ancien Premier ministre algérien, M. Ahmed Ghazali, a mis l'accent sur la nécessité de concrétiser l'intégration maghrébine, appelant à suivre le modèle de l'Union européenne en surmontant les obstacles qui peuvent entraver ce processus d'intégration, et oeuvrer pour la mise en place d'un climat de confiance mutuelle.

M. ABOUABDILLAH